

Préface

La bonne gouvernance et le financement de Services vétérinaires efficaces

Les Services vétérinaires sont au cœur des systèmes de santé animale chargés de la protection et de la lutte contre les maladies animales. L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), de par sa mission stratégique de normalisation et grâce aux programmes déployés dans le cadre de son mandat au bénéfice des Services vétérinaires de ses Pays Membres, est un acteur majeur de la coopération et de la gouvernance mondiale dans le domaine de la santé animale et de la santé publique.

La bonne gouvernance vétérinaire s'appuie sur le respect des normes internationales relatives à la qualité des Services vétérinaires définies dans le *Code sanitaire pour les animaux terrestres* et le *Code sanitaire pour les animaux aquatiques* de l'OIE. La qualité des Services vétérinaires dépend d'une série de facteurs, parmi lesquels figurent des principes fondamentaux à caractère éthique, organisationnel, législatif, réglementaire ou technique. La bonne gouvernance vétérinaire caractérise des services financés de façon durable, accessibles à tous et fournis de manière efficace, sans gaspillage ni duplication, ainsi que de manière transparente et exempte de toute fraude ou corruption.

Dans un contexte de mondialisation croissante de l'économie, d'une plus grande mobilité des personnes et d'une multiplication des échanges d'animaux et de produits d'origine animale, il est essentiel d'investir dans l'ensemble des systèmes de santé animale nationaux et de mettre les Services vétérinaires en conformité avec les normes internationales, afin non seulement de protéger les pays des menaces naturelles et délibérées liées à l'introduction de maladies animales infectieuses et de zoonoses, mais également de protéger la santé publique, réduire la pauvreté, contribuer à la sécurité alimentaire et élargir les possibilités d'exportation des produits d'origine animale à l'échelle internationale.

La mise en place d'une bonne gouvernance des systèmes de santé animale s'appuie également sur un partenariat étroit entre le secteur public et le secteur privé (notamment les éleveurs, à travers leurs représentations, et les vétérinaires indépendants, ainsi que l'Autorité vétérinaire) et relève de la responsabilité de tous les gouvernements.

L'un des défis majeurs auxquels sont confrontés les Services vétérinaires consiste à évaluer tous les coûts associés aux maladies animales, y compris pour la santé publique, le commerce international et le tourisme, et à définir l'ampleur de l'investissement nécessaire pour permettre aux Services vétérinaires de se conformer aux normes internationales. De la fiabilité de ces analyses économiques et financières, ainsi que de la mesure de la performance des Services vétérinaires, dépendent en grande partie l'allocation et la pérennisation des budgets de ces Services.

À ce titre, l'utilisation croissante depuis 2006 par les Pays Membres d'une méthodologie commune d'évaluation par l'OIE de la performance des Services vétérinaires (Outil PVS) et, plus récemment, la conduite de missions d'analyse des écarts (PVS *Gap Analysis*) pour déterminer notamment les efforts budgétaires à consentir afin de se conformer aux normes internationales, contribuent à sensibiliser l'opinion publique et les ministères de

tutelle. Ces outils et le dialogue qu'ils instaurent entre les différents partenaires permettent de définir les plans d'investissements à court et moyen terme nécessaires à l'amélioration de la qualité des Services vétérinaires.

Plusieurs points sont à souligner pour l'évolution future de l'outil PVS. Le premier serait de définir des indicateurs de performances des Services vétérinaires, plus spécifiques que les indicateurs actuels de conformité. Le second serait d'étendre la méthodologie PVS en se concentrant sur les aspects de la « demande relative à une meilleure gouvernance », afin d'obtenir le soutien des citoyens pour améliorer à la fois la qualité et la quantité des services ainsi que leur niveau d'accès, ce qui permettra de confirmer leur statut de Bien Public national et mondial. Enfin, la récente décision de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de développer un outil similaire dans ses objectifs pour aider ses États membres à évaluer la capacité des services de santé publique et à chiffrer les coûts de leur mise en conformité vis-à-vis du Règlement sanitaire international (RSI), ainsi que les programmes de coopération en cours dans ce domaine entre l'OIE et l'OMS, permettront à terme de renforcer les liens entre services de santé publique et Services vétérinaires, et ainsi d'étendre les principes de bonne gouvernance.

Je tiens à remercier chaleureusement tous les auteurs ainsi que tous ceux qui ont contribué à l'élaboration de ce numéro de la *Revue*, dont le sujet revêt une grande importance pour l'OIE et pour tous ses Pays Membres.

Ma profonde gratitude s'adresse également au Docteur Laurent Msellati, responsable de la Division Agriculture et développement rural pour la Région Amérique latine et Caraïbes à la Banque mondiale à Washington, qui n'a ménagé ni son temps ni ses efforts pour assurer avec un grand talent la coordination éditoriale de cette *Revue* destinée à devenir un ouvrage mondial de référence.

Bernard Vallat
Directeur général

